



DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

PÔLE SOLIDARITÉS

DIRECTION DE L'AUTONOMIE ET DE LA SANTÉ

**ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

**RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION ACCORDÉE AU CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIAL (CCAS) DE CALAIS D'EXERCER UNE ACTIVITÉ DE SERVICE D'AIDE
ET D'ACCOMPAGNEMENT À DOMICILE (SAAD) EN MODE PRESTATAIRE DANS LE PAS-
DE-CALAIS**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.312-8, L.313-1 et L.313-5,

Vu la loi n° 2002-2 du 02 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

Vu la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale,

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 26 septembre 2016 portant sur la loi d'adaptation de la société au vieillissement et notamment sur la mise en place d'un régime unique d'autorisation confié aux Départements pour les SAAD intervenant en mode prestataire,

Vu le règlement départemental d'aide sociale,

Vu la délibération du Conseil départemental du 30 juin 2017 portant adoption du pacte des solidarités et du développement social notamment ses volets 1 à 4 et 6,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental en date du 19 juillet 2017 portant adoption du volet 5 du pacte des solidarités et du développement social dénommé schéma départemental de l'autonomie,

Vu l'arrêté du Président Conseil général en date du 13 avril 2006 autorisant le CCAS de Calais à exercer une activité de SAAD en mode prestataire,

Vu les résultats de l'évaluation externe du service réalisée par l'organisme Humane Projet en date du 16 octobre 2019,

Le Président du Conseil départemental,

Considérant que le SAAD a satisfait aux obligations afférentes à l'exercice de l'autorisation et aux conditions de son renouvellement,

ARRÊTE :

Article 1 :

L'autorisation accordée au Centre Communal d'Action Social (CCAS) de Calais d'exercer en mode prestataire dans le Pas-de-Calais une activité de Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) est renouvelée à compter du 13 avril 2021.

N° FINESS du SAAD : 620023556

N° SIRET du SAAD : 26620193800021

N° FINESS de l'entité juridique de rattachement : 620109165

Article 2 :

La présente autorisation vaut habilitation à l'aide sociale.

Article 3 :

Cette autorisation est délivrée pour 15 ans. Son renouvellement est subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même code.

Article 4 :

Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement, par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation, devra être porté à la connaissance des autorités compétentes, conformément à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. En vertu de l'article L 313-1 du même code, l'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes.

Article 5 :

Le présent arrêté sera notifié sous pli recommandé avec demande d'accusé de réception à la Présidente du CCAS de Calais au 6 rue Denis Papin 62100 Calais.

Article 6 :

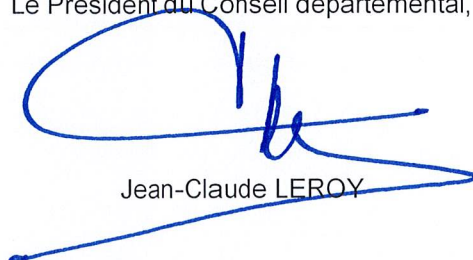
Le présent arrêté sera affiché dans un délai de 15 jours à compter de sa notification et pendant un délai d'un mois à l'hôtel du Département du Pas-de-Calais et à la mairie de Calais.

Article 7 :

Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Département du Pas-de-Calais.

Arras, le 13 OCT. 2022

Le Président du Conseil départemental,



Jean-Claude LEROY

Copie du présent arrêté sera adressée :

- au directeur de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France ;
- au directeur de la maison départementale des personnes handicapées ;
- au directeur de la caisse d'assurance retraite et de la santé au travail ;
- au directeur de la caisse primaire d'assurance maladie Lille-Douai ;
- au directeur de la caisse primaire d'assurance maladie Côte d'Opale ;
- au maire de Calais.